

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Orléans , le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre**

Route de Tours  
ZI  
36500 BUZANCAIS

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre implanté Route de Tours ZI 36500 BUZANCAIS . L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection ne porte que sur les deux points de l'arrêté de mise en demeure du 11 février 2019 non encore soldés, à savoir la mise en place d'une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface et la mise en place d'un revêtement étanche et inattaquable sur les chaînes B, D, F et de l'atelier prototype.

Les suite de la précédente visite d'inspection du 5 octobre 2021 n'ont pas été abordées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre
- Route de Tours ZI 36500 BUZANCAIS
- Code AIOT dans GUN : 0010000547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

GMC est une installation de traitement de surface.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention du risque incendie	article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005.	arrêté préfectoral du 12 janvier 2021 portant consignation de somme d'un montant de 50 000 euros	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention de la pollution des eaux et du sol	article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.	arrêté préfectoral du 12 janvier 2021 portant consignation de somme d'un montant de 50 000 euros	Levée de consignation

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit proposer des mesures compensatoires à la mise en place d'un système de détection incendie.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005. AP de Mise en Demeure du 11/02/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La société GMC est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005, en mettant en place une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface.
<b>Constats :</b> Non conforme.
<b>Observations :</b> Dans un courrier à la Préfecture de l'Indre daté du 24 février 2022, l'exploitant a demandé la modification de l'article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mars 2005 concernant la mise en place d'une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface. Cette demande est accompagnée de deux attestations des sociétés FARE et GPS Incendie mentionnant que compte tenu des caractéristiques des installations de traitement, elles ne pouvaient fournir et garantir la viabilité et la fiabilité d'un tel équipement. L'exploitant doit compléter sa demande auprès de la Préfecture en proposant des mesures compensatoires à la mise en place de la détection incendie et en indiquant les modifications apportées à l'installation depuis 2005 qui pourraient avoir des effets sur le risque incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux et du sol**

<b>Référence réglementaire :</b> article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. AP de Mise en Demeure du 11/02/2019, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des chaînes de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> La société GMC est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, en mettant en place un revêtement étanche et inattaquable sur les rétentions des chaînes B, D, F et de l'atelier prototype.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> <b>L'inspecteur a constaté sur site que les rétentions des chaînes B, D, F et de l'atelier prototype sont munies d'un revêtement.</b> L'exploitant a fourni à l'inspection par courrier du 22 novembre 2021 les fiches techniques des produits appliqués dans les rétentions montrant qu'ils sont étanches et qu'ils résistent aux agressions chimiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de consignation